

Le protectionnisme américain nuira à l'économie

Par François Aulner

Le ministre des Finances, Pierre Gramegna, a formulé un avertissement très clair ce mercredi: le protectionnisme annoncé par le nouveau président américain, Donald Trump, nuira à l'économie globale et donc à l'économie luxembourgeoise.

Même si les syndicats et les employeurs se défiaient du regard lorsqu'ils formulaient leurs analyses de la situation économique du pays et leurs revendications, l'atmosphère était, comparé à la réunion de mars 2015, bonne ce mercredi, lors de la réunion Dialogue social annuelle du Conseil économique et social (CES).

Le ministre des Finances, Pierre Gramegna, a en revanche formulé un avertissement clair qui n'enchantait personne: le protectionnisme annoncé par le nouveau président des États-Unis «nuira à l'économie». Globale et nationale.

Interrogé par Paperjam.lu pour savoir si les mesures du gouvernement ne risquaient pas de précipiter les finances publiques en déséquilibre au cas où l'économie ne progressait que de 2% au lieu de 4, Xavier Bettel a répondu: «Ce que vous faites, c'est de la lecture dans le marc de café!» («Kaffissazlieserei» en luxembourgeois, ndlr). Le Premier ministre a donc contredit les propos de son ministre des Finances en disant qu'«il est encore trop tôt pour dire quelles seront les répercussions de la politique américaine».

Xavier Bettel a par ailleurs fait allusion aux opportunités qu'un repli sur soi américain pourrait présenter aux autres économies. Il a ajouté: «Vous savez, quand au forum économique de Davos le président chinois est déclaré le grand représentant de l'économie de libre marché, beaucoup de monde récrit ses livres d'histoire.» Selon le Premier ministre, il faudrait attendre pour voir comment se développe la politique américaine et «je doute que monsieur Trump veuille une situation perdant-perdant».

Patronat vs syndicats

Les discussions au sein du CES ce mercredi ont cela dit fait grande abstraction des évolutions internationales pour se concentrer sur les divers sujets nationaux. Un classico à la luxembourgeoise.

Les employeurs ont pointé du doigt la situation de la dette publique et demandé plus de retenue en ce qui concerne les dépenses de l'État. Par ailleurs, ils ont mis en garde contre une distribution immédiate des gains de productivité et les risques que représenteraient les hausses

de salaire pour la productivité.

Le président de la Confédération générale de la fonction publique (CGFP), Romain Wolff, a en revanche souligné que la dette publique remonterait en grande partie au sauvetage des banques pendant la crise. Les syndicats OGBL et LCGB ont, quant à eux, soulevé un chômage trop élevé et des inégalités croissantes. Selon eux, il n'y aurait pas d'autre solution que de revaloriser davantage le salaire social minimum.

Le vrai du faux

Xavier Bettel s'est réjoui d'être «assis au milieu de la salle», car aussi bien les employeurs que les syndicats formuleraient des demandes légitimes et autres que le gouvernement ne pourrait en aucun cas honorer. Le plus important, selon le Premier ministre, c'est: «On doit tous comprendre que quand les entreprises vont bien, les gens vont bien et quand les gens vont bien, les entreprises vont bien.»

Le président de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), Michel Wurth, nous a confié à l'issue de la réunion que «c'est à vous de trier le vrai du faux». Tâche difficile quant à une autre déclaration du ministre des Finances: Pierre Gramegna a estimé que la politique monétaire de la Banque centrale européenne «porte ses fruits».

Wat Dir maacht ass Kaffissazlieserei

Xavier Bettel, Premier ministre